

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, les autorités fédérales et provinciales de la Santé entretiennent des rapports très étroits. Elles étudient en ce moment toute la question des services de santé, de leur coût et de leur efficacité. Des réunions se tiennent régulièrement et toute la question sera débattue à la prochaine réunion fédérale-provinciale des ministres de la Santé. Nous sommes d'avis que les services de soins médicaux au Canada sont parmi les meilleurs au monde. Nous ne sommes pas d'accord avec les conclusions du rapport dont le député a parlé.

M. Rynard: J'aurais une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre est sûrement au courant que c'est son gouvernement qui a institué le régime frais médicaux...

Une voix: Et vous avez voté pour.

M. Rynard: ...et il doit en accepter la responsabilité.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Rynard: Il a de fait accepté la responsabilité pour ensuite réduire les fonds mis à la disposition des services de santé, le cœur même du programme.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PROJETS D'ESSAIS NUCLÉAIRES DES ÉTATS-UNIS

M. Barry Mather (Surrey): Puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Le ministre a-t-il enfin décidé si oui ou non nous présenterons des instances à Washington pour nous opposer aux essais nucléaires souterrains projetés dans le Nord du Pacifique?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Nous n'avons pas encore reçu les renseignements nécessaires pour prendre une décision sur cette question.

M. Mather: Le ministre peut-il nous dire pourquoi, le gouvernement ayant protesté contre un essai beaucoup plus modeste l'an dernier, il met tellement plus de temps à présenter des instances contre un essai beaucoup plus important?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, c'est là un argument plutôt qu'une question.

LES TRANSPORTS

LE DÉPLACEMENT DES VOIES FERRÉES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Je voudrais poser au ministre des Transports une question relative à de graves ennuis de circulation causés par la présence de passages à niveau dans nos grandes villes. Le ministre voudrait-il discuter cette grave question avec les représentants des chemins de fer en vue d'élaborer et d'appliquer une politique immédiate pour atténuer ce problème urbain très grave?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je l'ai indiqué à la Chambre il y a quelques jours, les discussions préconisées par le député sont déjà commencées. En outre, nous avons obtenu la collaboration de la Fédération des maires et des municipalités ainsi que, dans ce cas particulier, celle du gouvernement du Manitoba et du conseil municipal de Winnipeg, en vue de traiter la situation de Winnipeg, qui ressemble beaucoup à celle des autres villes d'un bout à l'autre du pays, comme une sorte de projet prototype: l'ensemble de ce groupe doit présenter des recommandations aussitôt que possible.

M. Alexander: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il fournir à la Chambre une indication quant au moment où il s'attend à recevoir cet important rapport?

L'hon. M. Jamieson: Il y a une semaine lundi, j'ai rencontré des représentants de la Fédération des maires et des municipalités, dont un M. Wolfe, de Winnipeg, qui a indiqué que les entretiens progressaient et qu'il espérait présenter un rapport sous peu.

AIR CANADA

LE TRANSFERT POSSIBLE DU SIÈGE SOCIAL POUR L'EST DE HALIFAX À MONTRÉAL

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre des Transports une question qui porte également sur la circulation. Le ministre nous dirait-il si la société Air Canada lui a mentionné qu'elle songe à transférer de Halifax à Montréal son siège social pour l'Est du pays et, en l'occurrence, quelle mesure le ministre se propose-t-il de prendre à ce sujet?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): La direction d'Air Canada ne m'a communiqué aucun avis de ce genre.

M. MacInnis: Le ministre n'a pas été informé d'un certain nombre de choses que la société Air Canada a faites, mais il sait que